

**\* Situation professionnelle actuelle :**

- **Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille**, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014.
- **Responsable pédagogique de la spécialité « Affaires publiques et gestion des biens communs » (APGBC)** depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014.
- **Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS)**, CNRS (UMR 8026) de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille.
- **Membre de l'Observatoire de l'éthique publique** <http://observatoireethiquepublique.com>

**\* Formation :**

- **Habilitation à diriger des recherches**, soutenue le 2 octobre 2015, à Sciences-Po Lille sous la direction de Jacques Hardy (professeur à l'université de Lille), Jean-Bernard Auby (professeur à Sciences po), Yves Jégouzo (professeur émérite de l'université de Paris I), Gérard Marcou (professeur à l'université de Paris I), Pierre Mathiot (professeur à Sciences po Lille – directeur de Sciences po- Lille).
- **Doctorat en droit public** obtenu avec la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, concours au prix de thèse et demande d'une subvention au ministère de la recherche, sous la direction du Professeur Gérard Marcou, soutenu publiquement le 27 mai 2004 : « *Recherches sur l'attribution des compétences économiques aux intercommunalités à fiscalité propre* », 678 p. ; Géraldine Chavrier (professeur à Paris I), Pierre-André Lecoq (professeur à l'université de Lille), Yves Luchaire (professeur à Sciences po Aix), Jean-Claude Némery (professeur à l'université de Reims).
- **DEA de droit public** mention bien Université de Lille II : 1998-1999.  
Sujet de mémoire de D.E.A. : « *Les marchés publics d'assurances syncretisme juridique* » sous la direction de Jean-Claude Marquis.

**\* Expériences professionnelles :**

- **Directeur par intérim de Sciences po Lille du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juillet 2019.**
- **Directeur adjoint / Directeur des études**, du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 1<sup>er</sup> mars 2019.
- **Membre de 2015 à 2019 :**
  - o **du conseil d'administration de Sciences-Po Lille.**
  - o **de la commission scientifique de Sciences-Po Lille.**
  - o **de la commission d'affaire sociale de Sciences-Po Lille.**
  - o **de la commission d'appel d'offres de Sciences-Po Lille.**
  - o **de la section disciplinaire de Sciences-Po Lille.**
- **Professeur invité à l'université de Yaoundé (Cameroun)** au sein d'un séminaire doctoral : 16 h d'enseignement relatif à la décentralisation (160 étudiants), du 14 au 21 juin 2015, du 17 au 23 juin 2018 et 18 au 25 mai 2019.

- **Directeur scientifique de la chaire « Eaux du Nord »** 2014-2015.
- **Maître de conférences à l'Institut Français d'Urbanisme de l'université Paris-Est Marne la Vallée (2006-2014).**
- **Responsable pédagogique de la licence III Etudes urbaines (2009-2013).**
- **Responsable pédagogique du premier semestre du Master 1 (2008-2009).**
- **Membre du conseil de l'Institut Français d'Urbanisme de l'Université de Paris-Est Marne la Vallée.**
- **Expert à l'ANRT pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.**
- **Membre du conseil scientifique des éco-quartiers (MEDDLT).**
- **Chargé d'enseignements à l'Institut d'Etudes politiques de Lille (IEP) :** 2008-2009 et en 2013-2014.
- **Chargé d'enseignements à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :** 2006-2009.
- **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER plein temps) à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :** 2003-2005.
- **Chargé d'enseignements à la faculté libre de droit de l'Université catholique de Lille (2005-2007).**
- **Juriste au sein de la société d'avocats HSD Ernst & Young** (devenue EY-Law) de juillet 2000 à septembre 2003.
- **Chargé de travaux dirigés à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :** 1999-2001.

#### **\* Activités de recherches et publications :**

##### ■ **Thèse et ouvrages :**

- *Droit de la commande publique*, Dalloz, coll. Dalloz Intégral, septembre 2019, 450 p.
- *Expert(ise) et action publique locale*, sous la direction de F. Benchendikh, LexisNexis 2017, 222 p.
- Avec M. Gralpois, *L'expertise comme levier de neutralisation de l'action publique : la controverse autour du centre multifilière de déchets ménagers de Fos-sur-Mer*, in *Expert(ise) et action publique locale*, p. 113-130, sous la direction de F. Benchendikh, LexisNexis 2017, 222 p.
- *Le droit de l'intercommunalité*, Gualino-Lextenso, coll. Fonction publique territoriale, 2016, 232 p.
- *Le statut de la Polynésie française : particularité juridique ou atteinte au particularisme*, in A. Astrauskas et S. Guérard (dir.), *L'autonomie locale au XXIe siècle. Entre tradition et modernisation*, Paris, Institut universitaire Varenne, coll. Kultura, 2016, p. 469-488.
- *The status of French Polynesia : a distinctive legal context or an attack on local identity ?*, in A. Astrauskas et S. Guérard (eds), *Local autonomie in the 21th century. Between tradition and modernisation*, Paris, Institut universitaire Varenne, coll. Kultura, 2016, p. 105-124.
- *L'essentiel des délégations de service public*, Gualino, coll. Carré rouge, 2014, 107 p.
- *Droit de la coopération intercommunale*, Le Moniteur, coll. Guides juridiques, 2013, 593 p.
- *Evolutivité et transformations incrémentielles des compétences intercommunales*, p. 243 in R. Le Saout (sous la direction de), *Réformer l'intercommunalité*, Les PUR, 2012.
- *Recherches sur l'attribution des compétences économiques aux intercommunalités à fiscalité propre*, thèse de droit public, Université de Lille II sous la direction de Gérard Marcou (Professeur à l'université de Paris I et Directeur du GRALE), 2004, 678 p.
- *La France est-elle encore un Etat unitaire ?*, pp. 33-39, in V. Cattoir-Jonville (sous la direction de), *Travaux dirigés de droit constitutionnel*, Ellipses, Paris, 2002.

##### ■ **Articles :**

- *La coopération d'archipel : contribution à l'analyse de l'intercommunalité à Tahiti Nui*, F. Benchendikh (en cours).

- *Urbanisme opérationnel- Introduction*, Juris-classeur Droit administratif, fasc. 546, 2019.
- *Règles et documents d'urbanisme- Introduction*, Juris-classeur Droit administratif, fasc. 494, 2018.
- *Documents d'urbanisme spécifiques des collectivités ayant un régime particulier*, Juris-classeur Droit administratif, fasc. 520-50, 2019.
- *Le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires*, Juris-classeur Droit administratif, fasc. 504, 2017.
- *La détermination des capitales régionales, une occasion manquée*, AJ-CT, fév. 2016.
- *Les corridors écologiques à l'aune de la jurisprudence administrative*, AJDA, n° 42/2013, 9 déc. 2013, p. 2415-2420.
- *Le recours à la mutualisation par les intercommunalités à fiscalité propre : remède à la crise ou complexification de l'action publique locale ?*, *Droit administratif*, mars 2011.
- *Le Luxembourg : une « monarchie constitutionnelle décentralisée » ?*, <http://www.ola-europe.com/>
- *L'article L. 600-1-1 du Code de l'urbanisme : une « modernisation » contestable*, AJDA, n° 29, 14 sept. 2009.
- *Les enjeux du transfert de la compétence « organisation des transports urbains » aux intercommunalités à fiscalité propre*, 5 mars 2007, AJDA, p. 459.
- *Les contrats de partenariats de l'ordonnance du 17 juin 2004*, in *Pratique et rédaction des marchés publics*, Weka, 2015.
- *Le régime juridique des arrangements administratifs*, *Droit administratif*, n° 7, juillet 2005, n° 13, pp. 13-18.
- *L'intérêt communautaire dans les agglomérations en pratique*, AJDA n° 21, 2 déc. 2002, pp. 1327-1331.
- *Les avatars de la notion d'intérêt communautaire des communautés d'agglomération*, R.G.C.T. n° 24, juillet-août 2002, pp. 267-297.

#### ■ Colloques et journées d'études :

- *Les compétences des collectivités décentralisées dans le cadre des enjeux maritimes et littoraux*, colloque organisé le 21 septembre 2017 à Université du Littoral Côte d'Opale, *Les enjeux maritimes et littoraux des collectivités territoriales : quelles réponses juridiques ?*, BJCL, n° 3 mars, 2018, p. 177.
- *La conduite du changement climatique : entre contraintes et incitations* (Présidence de la matinée) colloque-débat organisé à la Maison européennes des Sciences de l'homme et de la société de Lille, le 19 février 2015.
- *Décider localement entre expertise et autonomie*, introduction de a journée d'études, le 24 septembre 2014 à Sciences-Po Lille.
- Animation de la table ronde "La mutualisation horizontale et vertical", Congrès régional des DGS, Dainville le 17 juin 2014.
- *Le repositionnement du département dans le cadre du projet de loi de décentralisation et de réforme de l'action publique*, intervention au CNFPT, *Atelier des territoires. Le nouvel acte de décentralisation à venir, comment préparer nos territoires*, le 28 mars 2013.
- *La traduction de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, une assise juridique en construction*, intervention, université Lille I, *La Trame verte et bleue à l'heure de sa mise en œuvre*, le 27 mars 2013.
- *Panorama des compétences des collectivités territoriales, enjeux et écueils*, intervention à la journée d'étude du CAUE Ecole d'architecture de la ville & des territoires, *La ville dans la rareté*, le 7 février 2013.
- Présentation du Poster *Le territoire comme processus de prise de position dans la controverse de politique : l'exemple de la localisation du centre multifilière de l'agglomération marseillaise au colloque Prévention & Gestion durable des déchets Innovations techniques, sociales et territoriales*, Le Mans – 14 et 15 novembre 2012.
- *Les TIC dans la ville : la norme convoquée par les TIC ?*, Séminaire organisé par les associations JINU et URBI, *La ville connectée. Quels usages, quelles limites ?*, Université Marne-la-Vallée Paris- Est, 28 septembre 2012
- Avec M. Gralepoix, *La controverse comme processus de prise de position dans le jeu d'acteurs locaux. Cas de la localisation d'un broyeur à métaux dans l'agglomération nantaise et d'un centre d'incinération dans l'agglomération marseillaise*, intervention au séminaire de recherche de l'EHESS-Marseille le 11 février 2011, *La portée de la participation ou l'expérience des milieux*, sous la direction de Francis Chateauraynaud, J.-M. Fourniau, et M. Leborgne.

- *Le transfert de propriété entre personnes publiques, consécration de la valorisation du patrimoine public de l'Administration ?*, p. 61-75, in S. Guérard (sous la direction de), *Réflexions sur le Code général de la propriété des personnes publiques*, LexisNexis Litec, coll. Colloques & Débats, Paris, 137 p. 2007.
- *Intercommunalité : plus de compétences pour quelle démocratie ? « Transfert de compétences »*, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II, le 30 septembre 2005.
- *Les compétences de développement économique et d'aménagement du territoire des intercommunalités à fiscalité propre*, in *L'intercommunalité en pratique. La détermination de l'intérêt communautaire*, sous la direction de M. le doyen H. Jacquot, Faculté de droit d'Orléans, le 4 juin 2004, Cahiers du laboratoire collectivités locales, série droit, n° 3, 2005, pp. 47-72.
- *La maîtrise par les communes membres des compétences intercommunales au moyen des S.E.M.L. Analyse critique de l'article L. 1521-1 alinéa 2 du CGCT*, in S. Guérard (sous la direction de) *Regards croisés sur l'économie mixte Approche pluridisciplinaire droit public et droit privé*, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II, les 16 et 17 septembre 2004, L'Harmattan, 2007.

#### ■ Notes de jurisprudence :

- *Protection par anticipation des sites Natura 2000 et justification de superficies minimales des terrains constructibles*, CAA de Versailles du 15 mars 2012, AJDA 2012, p. 1967.
- *La détermination des compétences transférées à une communauté de communes*, CE, 9 mai 2005, *Ministre de l'intérieur c/ Communauté d'agglomération orléanaise*, req. n° 258441, LPA 11 août 2005 n° 159, p. 9.

#### ■ Programmes de recherches :

- *SYNERGIE : Mise en synergie des réseaux : évaluer la contribution des emprises des infrastructures linéaires de RTE et de RFF aux continuités écologiques*, CILB-ITTECOP – FRB, 2014- 2017 (en cours).
- *ERUDIE : Les Espaces Ruraux au Défi des Infrastructures Ecologiques. Innovations pour l'action publique et conséquences sur les usages des ressources naturelles* (réponse à l'appel à proposition de recherches DIVA), L. Belmont, F. Benchendikh, P.-H. Bombenger, A. Debray, F. Di Pietro, C. Larrue (responsable scientifique), S. Vieillard (2012-2014).
- *La Ville petite et moyenne : terrain de formalisation du Développement durable. Constitution d'un réseau d'acteurs et recherche exploratoire par le biais des trames verte et bleue*, O. Archambeau, F. Benchendikh (responsable scientifique), A. Debray, C. Larrue et S. Vieillard pour le pour le Programme Interdisciplinaire de Recherches Ville et Environnement (PIRVE 2011-2013).
- *Solidarité intercommunale. Partager richesse et pauvreté ?*, pour le PUCA, F. Benchendikh, F. Desage, M. Gralépois, D. Guéranger (sous la direction de) et R. Lajarge, avril 2011.
- *Le Conseil privé aux Collectivités territoriales et à leurs groupements*, F. Benchendikh, S. Cadiou, D. Guéranger, E. Martinais et F.-M. Poupeau, 2010.
- *Evaluation du contrat de plan*, pour le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais 2004.
- *Recomposition intercommunale et enjeux des transports publics en milieu urbain*, sous la direction de P. Menerault (INRETS-TRACES) et C. Gallez (INRETS-LVMT), pour l'ADEME, 2003.

#### ■ Rapport :

Contribution à la rédaction du rapport : *Outils du Code de l'urbanisme et la Trame verte et bleue Trame verte et bleue et outils du Code de l'urbanisme Réflexions et expériences des Parcs naturels régionaux*, pour la fédération des parcs naturels régionaux de France, <http://www.trameverteetbleue.fr/documentation/references-bibliographiques/trame-verte-bleue-outils-code-urbanisme>

#### ■ Responsabilité dans des revues scientifiques :

- Coordinateur de la partie Droit de l'urbanisme au sein du Juris-classeur Droit administratif, Lexisnexis.

- Membre du comité de rédaction de la revue Développement durable & territoires (<http://developpementdurable.revues.org>).
- Membre du comité de lecture de la Revue internationale d'urbanisme (<http://www.riurba.org>).

■ **Encadrement de thèse :**

- Camara Sidiki, « *Le droit des contrats d'investissement minier à l'aune des enjeux liés au développement* », Université de Lille.
- Djedje Jean-Marie Zako, « *La dualité juridictionnelle en Afrique noire francophone : analyse d'un modèle importé* », Université de Lille.

-

■ **Expérience en matière d'enseignement :**

- **2019-2020 : *Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille***
  - Introduction au droit (1<sup>ère</sup> année) ;
  - Actualité en droit administratif (4<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit des contrats administratifs (4<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit de la décentralisation (4<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit de la culture (5<sup>ème</sup> année).
- **2018-2019 : *Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille***
  - Introduction au droit (1<sup>ère</sup> année) ;
  - Actualité en droit administratif (4<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit des contrats administratifs (4<sup>ème</sup> année).
- **2017-2018 : *Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille***
  - Introduction au droit (1<sup>ère</sup> année) ;
  - Droit des contrats administratifs (4<sup>ème</sup> année).
- **2015-2017 : *Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille***
  - Organisation de l'Etat et des collectivités décentralisées (2<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit des contrats administratifs (4<sup>ème</sup> année).
- **2014-2015 : *Maître de conférences en droit public à Sciences-Po Lille.***
  - Organisation de l'Etat et des collectivités décentralisées (2<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit de l'urbanisme (5<sup>ème</sup> année) ;
  - Intercommunalité et réforme territoriale (5<sup>ème</sup> année) ;
  - Droit des contrats administratifs (4<sup>ème</sup> année) ;
  - Propriétés publiques (4<sup>ème</sup> année).
- **Du 14 au 21 juin 2015 : *Professeur invité à l'université de Yaoundé (Cameroun) dans le cadre d'un séminaire doctoral* : 16 h d'enseignement relatif à la décentralisation (160 étudiants).**
- **2006-2014 : *Maître de conférences à l'Institut Français d'Urbanisme de l'université Paris-Est Marne la Vallée.***
  - Droit de l'urbanisme (Master I Urbanisme et aménagement) ;
  - Evaluation des politiques publiques (Master II Urbanisme et aménagement) ;

- Droit des contrats complexes (Master II Urbanisme et aménagement) ;
- Introduction au droit (Licence III Etudes urbaines) ;
- Droit de la décentralisation (Master II Urbanisme et aménagement).
- 2013-2014 : *Chargé d'enseignements à Sciences-Po Lille.*
  - Préparation au concours ENA : actualité en droit administratif.
- 2008-2009 : *Chargé d'enseignements à Sciences-Po Lille.*
  - Séminaire d'actualité du droit administratif (4<sup>ème</sup> année).
- 2006-2009 : *Chargé d'enseignements à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :*
  - Acteurs et moyens des politiques urbaines et sociales (Master II Science politique – Action publique) ;
  - Droit des services publics locaux (Master II Science politique – Manager territorial).
- 2006-2007 : *Chargé d'enseignements à la faculté libre de droit de l'Université catholique de Lille :*
  - Droit public économique (Master II Juriste d'entreprise) ;
  - TD de droit constitutionnel (1<sup>ère</sup> année).
- 2003-2006 : *Attaché d'enseignement et de recherche à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :*
  - TD de droit constitutionnel (1<sup>ère</sup> année de licence en droit) ;
  - TD de droit de la décentralisation (4<sup>ème</sup> année Master I droit public) ;
  - TD de droit des marchés publics (4<sup>ème</sup> année Master I droit public).
- 1999-2001 : *Chargé de travaux dirigés à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille II "Droit et Santé" :*
  - Droit des services publics locaux (Master II Science politique – Manager territorial) ;
  - TD de droit constitutionnel (1<sup>ère</sup> année de licence en droit) ;
  - Droit communautaire et vie politique française (IPAG).